

Compte-rendu de l'Assemblée générale de coordination des facs et labos en lutte

Samedi 18 janvier, Université Paris Diderot

Dans le cadre de la mobilisation contre la casse des retraites, la Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) et la précarité, une Assemblée générale nationale de coordination des facs et labos en lutte s'est tenue samedi 18 janvier à l'Université Paris Diderot. Plus de 200 personnes (étudiant.e.s, enseignant.e.s / chercheur.e.s titulaires et précaires, personnel technique et administratif) étaient présentes physiquement, et une centaine a participé à distance, représentant des départements et laboratoires en lutte de 50 universités, instituts et établissements publics de recherche ainsi que des membres de l'interfac étudiante, de syndicats, du collectif des précaires d'Ile de France et de l'AG des revues en lutte – des chiffres en hausse prononcée par rapport aux AG du 2 et du 14 décembre 2019.

Durant toute la journée nous avons cherché à nous coordonner pour étendre la grève, notamment dans les deux semaines décisives qui arrivent : nous avons conscience d'avoir la responsabilité d'être le prochain secteur moteur de la grève interprofessionnelle qui, avec les étudiant.e.s, permettra de gagner sur les retraites, et donc sur la LPPR, et d'obtenir de victoires significatives contre la précarité des étudiant.e.s et des travailleur.se.s de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR).

Le matin, après des interventions sur la réforme des retraites, la LPPR et la précarité dans l'ESR, un tour des facs et labos en lutte a confirmé que la mobilisation ne cessait de s'étendre dans le monde universitaire, en particulier depuis la rentrée de janvier, avec une grande diversité de situations selon les établissements et les disciplines. Des modes d'action multiples sont mis en œuvre dans le cadre de la grève : manifestations, participation aux réunions et actions interprofessionnelles, mise en place de caisses de grève, flashmobs, perturbations des vœux et des déplacements de divers dirigeant.es, suspension ou transformation des enseignements, organisation d'ateliers des grévistes, annulation des examens, annulation ou report des manifestations scientifiques, arrêt des activités de recherche, et notamment des revues, dont plusieurs dizaines se sont mises en grève. La visibilité de ces actions permet de faire de la grève des facs et des labos un sujet que peu de collègues peuvent ignorer - les AG seront encore nombreuses cette semaine - et que le ministère commence à craindre. En repoussant la discussion sur la LPPR après avril (initialement prévue en janvier) et la réforme des ESPE d'un an, nos ministres cherchent à refroidir la mobilisation par un jeu de dupes dans lequel nous ne tomberons pas.

L'après-midi, nous avons discuté des différents moyens d'agir et de se structurer pour étendre et renforcer la mobilisation. Il est sorti des débats une série d'actions et de revendications qui ont été votées à l'unanimité : la participation à toutes les journées d'action interprofessionnelle, la reconduction d'un comité national de mobilisation, la mise en place de comités de mobilisation locaux partout où c'est possible, l'établissement d'une caisse de grève, l'appel à la démission d'Antoine Petit, PDG du CNRS, et à la dissolution de la Conférence des Présidents d'Université (CPU), l'appel à une rétention des notes. A été aussi voté à la majorité des présent.e.s l'appel à une grève totale de toutes nos activités et l'arrêt de recrutement de vacataires. Une motion reprenant ces points et les raisons de notre lutte a été rédigée, discutée et votée à l'unanimité.

Enfin, l'Assemblée générale appelle à la tenue d'une Coordination nationale des facs et labos en lutte les 1er et 2 février 2020 et pour laquelle nous commencerons à démarcher tous les laboratoires et universités en lutte dès cette semaine.

Motion de l'Assemblée générale nationale de coordination des facs et labos en lutte réunie le 18 janvier 2020 - Paris 7

L'Assemblée générale nationale de coordination des facs et labos en lutte réunie le 18 janvier 2020 à Paris a rassemblé des étudiant·e·s, des enseignant·e·s-chercheur·e·s, enseignant·e·s, chercheur·e·s, personnels ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé et des bibliothèques (BIATSS), venu·e·s de nombreux établissements, de toute la France.

L'Assemblée générale constate une transformation du mouvement social pour le retrait du projet de réforme des retraites à points. Son caractère de plus en plus généralisé et interprofessionnel, qui associe aux cheminots et aux travailleur·se·s de la RATP les personnels hospitaliers, de l'éducation nationale, de la justice, de la culture, les dockers, gaziers, personnels des raffineries, Gilets jaunes, etc. confirme le renouvellement de la mobilisation, après six semaines de grève. La même logique néolibérale conduit aux mêmes problèmes dans tous les secteurs en lutte : mise en concurrence systématique, perte de sens du métier et de son utilité sociale, destruction du service public, maltraitance des agent·e·s et des usager·e·s et risques pour leur santé, course à la rentabilité, recul de la solidarité, précarisation, bureaucratisation, répression, discrimination (de genre, classe et race), etc.

Dans ce contexte, les travailleur·se·s et usager·e·s de l'enseignement supérieur et la recherche prennent une part de plus en plus grande à la lutte. Dans les facs et les labos, depuis début janvier, on le sent bien : l'ambiance a changé. Malgré des tentatives d'intimidation et de blocage des mobilisations (fermeture d'universités, atteintes au droit de réunion des personnels et des étudiant·e·s, violences policières dans les manifestations...) la mobilisation ne cesse de se développer, dans de nombreux établissements. Des centaines de travailleur·se·s de l'ESR sont en grève reconductible et ont cessé toutes leurs activités professionnelles. Des examens n'ont pas pu se tenir, des enseignements ont été suspendus ou transformés. Chaque jour de nouveaux laboratoires interrompent leurs activités de production et valorisation de la recherche (séminaires, colloques...), des revues se déclarent en grève, les ateliers d'éducation populaire se multiplient, les cortèges universitaires dans les manifestations rassemblent, toujours plus largement, des milliers de personnes, de multiples actions de perturbation et de blocage ont lieu.

L'Assemblée générale s'oppose avec détermination à la politique du gouvernement et de ses allié·e·s sur l'enseignement supérieur et la recherche. En particulier, nous portons la lutte contre trois pans fondamentaux de cette politique qui déstabilisent en profondeur un service public d'enseignement et de recherche déjà malmené par un sous-financement chronique et de multiples réformes régressives (loi LRU, loi Fioraso, loi ORE, Parcoursup, loi de transformation de la fonction publique, etc.).

1° Si elle devait passer, la réforme des retraites affecterait très durement tout le personnel de l'enseignement et de la recherche, un secteur de plus en plus marqué par des carrières tardives et accidentées. Cette réforme toucherait d'autant plus violemment les plus précaires et les moins bien payé·e·s, et surtout les femmes.

2° La Loi Pluriannuelle de Programmation de la Recherche (LPPR) en préparation, loi « inégalitaire et darwinienne » (dixit Antoine Petit, le PDG du CNRS), loin d'apporter des éléments pour lutter efficacement contre la précarité et la surcharge de travail des personnels des facs et des labos, dégraderait nos statuts et nos conditions de travail : modulation de service obligatoire, CDI-chantier, tenure track.

3° Avec la réforme de l'assurance-chômage de 2019, qui cible les contrats courts, les précaires de l'enseignement et de la recherche voient leur situation s'aggraver. Cependant, la précarité n'est pas seulement le résultat de ces politiques récentes, mais le résultat d'une dégradation continue des moyens, des conditions de travail et des statuts à l'université. Aujourd'hui, les universités et les laboratoires vivent de l'exploitation des précaires, que ce soit pour l'enseignement, la recherche ou l'administration. La précarité qui marque l'ESR est aussi celle des étudiant·e·s, parfois obligé·e·s de cumuler études et emploi dans des conditions toujours plus difficiles.

Notre lutte s'inscrit dans la défense du principe de solidarité et des services publics. Elle vise à défendre l'université comme lieu ouvert à tout·e·s. Pour une université critique des politiques néolibérales en son sein et dans l'ensemble de la société. Pour une recherche et un enseignement libres et indépendants des intérêts du marché. Créons des lieux et des outils pour produire des savoirs qui nous émancipent!

L'Assemblée Générale appelle à amplifier les luttes localement et au niveau national pour étendre la mobilisation au sein de l'ESR et dans les actions interprofessionnelles, et pour faire converger tou·te·s celles et ceux qui luttent vers la grève générale et illimitée.

Pour cela, l'Assemblée générale demande la démission d'Antoine Petit, PDG du CNRS et à la dissolution de la Conférence des Présidents d'Université (CPU). Elle appelle les travailleurs et travailleuses de l'enseignement supérieur et de la recherche à la rétention des notes, l'arrêt de toutes nos activités et en particulier du recrutement de vacataires.

Cette motion est adoptée à l'unanimité

Etablissements représentés : Aix Marseille, Amiens, Angers, Bordeaux Montaigne, Caen, CNAM, Ecole du Journalisme, EHESS, ENS Ulm, ENSFEA Toulouse, Evry, Paris Saclay, Lille, Lyon 2, Nice, Paris 1, P3, Sorbonne Université, Université de Paris, P8, Dauphine, P10, Paris Saclay, Paris Est Créteil, P13, Paris Est Marne La Vallée, Université Versailles Saint Quentin, Poitiers, Reims, Rennes 2, Rouen, Saint

Etienne, Strasbourg, Toulouse, Tours, Université de Lorraine, IFSTTAR, INRA, MNHN, CNRS, INED, INRIA, CEA

+ à distance : Pau, Grenoble, Bourgogne, Lyon 1, Université Bordeaux, IUT Blagnac, Cergy-Pontoise